

Délibération n°2025_04_10_1

Objet : Demande de classement de la commune de Pérols en station de tourisme

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 10 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 4 avril 2025, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Mario MARCOU pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU pouvoir à Olivier BOUDET - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER

Absents :

Muriel POUJOL - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du tourisme, notamment les articles L133-13 et suivants, R.133-37 et suivants,

Vu le décret n°2008-884 du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques,

Vu l'arrêté interministériel du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme, notamment son article 3,

Vu la circulaire du 3 décembre 2009 relative aux communes touristiques et aux stations classées mentionnées dans le code du tourisme,

Vu la délibération n°2020-04-02/1 du 04 février 2020, par laquelle la commune de Pérols a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter l'attribution de la dénomination de « Commune Touristique » auprès du Préfet de l'Hérault,

Vu l'arrêté préfectoral n°2020/07/0006 du 30 juillet 2020, portant sur la dénomination de groupement de Communes Touristiques de Lattes, Montpellier, Pérols, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-les-Maguelone pour une durée de 5 ans,

Vu la délibération n°2024_12_05_2 du 05 décembre 2024, par laquelle la commune de Pérols a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter le renouvellement de l'attribution de la dénomination de « Commune Touristique » auprès du Préfet de l'Hérault,

Vu l'arrêté ministériel du 16 juin 2023 modifiant l'article 3 et l'annexe II de l'arrêté du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations,

Considérant que le classement en station de tourisme présente un intérêt certain en termes d'attractivité du territoire et permettra de bénéficier des retombées touristiques et économiques liées à l'obtention de celui-ci.

Considérant que la Ville de Pérols souhaite engager une procédure de classement en station de tourisme,

Considérant que le classement en station de tourisme valoriserait la dimension spécifique de Pérols et constituerait une reconnaissance de son potentiel touristique majeur,

Au vu de ces éléments, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser M. le Maire à solliciter le classement de la commune de Pérols en station de tourisme selon la procédure prévue à l'article R.133-38 du Code du tourisme,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 21

Contre : 3

Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST

Abstention : 3

Philippe CATTIN-VIDAL, Peggy DE KERPOISSON, Patrick PASQUIER

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols, le 11 avril 2025

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.